

Deux campements roms évacués hier à Saint-Herblain

Les forces de l'ordre ont contraint 128 caravanes installées à Tougas à quitter les lieux. Sans point de chute défini, les Roms se sont éparpillés de façon anarchique dans plusieurs communes.

Tôt hier matin, les forces de l'ordre ont procédé à l'évacuation des deux principaux campements roms sur les trois que compte Tougas, à Saint-Herblain. 128 caravanes, beaucoup délabrées, tractées par des voitures en piteux état, aux pneus parfois crevés, ont été contraintes de quitter les lieux.

Policiers et gendarmes, déployés en nombre, ont agi sur ordre du préfet de Loire-Atlantique, en application de deux ordonnances d'expulsion rendues par le président du tribunal de grande instance de Nantes. À l'origine, ce sont les propriétaires des terrains, en l'occurrence le Grand port maritime et Total, qui avaient saisi la justice. L'opération s'est déroulée « sans incident particulier », a indiqué la préfecture.

En revanche, ce départ précipité de Tougas a généré, tout au long de la journée, une grande confusion dans plusieurs communes, où les Roms ont cherché refuge. C'était le cas à Couëron, où, dès 8 h 30, une dizaine de caravanes s'installaient sur les quais de Loire.

« Humainement, je suis OK »

Dans la foulée, une vingtaine de chefs d'entreprises se mobilisent. Ils redoutent des installations aux abords de la zone d'activités des Hauts de Couëron. Pendant plusieurs heures, jusqu'à l'arrivée de la police, ils campent aux ronds-points, vêtus de gilets jaunes, et régulent la circulation à leur manière, pour éviter l'arrivée des caravanes. « Les gens qui expulsent doivent prendre le problème en amont. Aucune solution n'a été pensée, c'est inacceptable », s'emporte Michel Texier, pré-

sident d'une association d'entrepreneurs couëronnais.

La maire, Carole Grelaud, mobilise aussi la police municipale, afin d'empêcher d'autres arrivées. « Un travail est mené localement. Nous accueillons déjà des familles, souligne l'élue socialiste. Humainement, je suis OK, mais Couëron ne peut pas faire face. D'autres communes pourraient accueillir. »

À Saint-Herblain et Indre, les deux autres communes qui faisaient hier office de points de chute, les municipalités ne disent pas autre chose. Et pointent du doigt Nantes métropole. « L'ensemble des vingt-quatre communes de l'agglomération doit prendre en considération cette problématique », s'agace Dominique Talledec, adjoint herblinois à la tranquillité publique.

Les élus partagés

De son côté, Nantes métropole ne souhaite pas réagir. « Nous sommes concernés, mais pas responsables de cette évacuation », indique une élue. Selon nos informations, la collectivité tente depuis plusieurs mois de réunir l'ensemble des maires, afin de débattre de la question de l'accueil de la population rom. Mais certains rechignent à l'idée d'en recevoir une partie sur leur commune. « On devrait arriver à fixer une date dans le mois qui vient », espère cette même élue.

En attendant, hier, vers 20 h, une soixantaine de caravanes s'aggloméraient à l'entrée d'Indre, sur la D75. « On ne peut pas rester là au milieu de la route. On a des petits enfants », se désolait un père de famille. Face à eux, des élus, dont le premier



Policiers et gendarmes ont évacué 128 caravanes de deux campements roms, hier matin.

adjoint Philippe Robin, mais aussi des riverains, les empêchant d'aller plus loin. « On essaie de contacter les maires des environs pour ne pas rester dans cette situation », expliquait l'élue.

Maxime LAVENANT,
avec notre correspondante locale.



Les caravanes, souvent hors d'âge, ont dû reprendre leur errance dans l'agglomération. A Indre comme à Couëron, des riverains et chefs d'entreprises s'opposent à leur arrivée.



Les familles ont dû quitter les terrains qu'elles occupaient. Les familles ont dû quitter les terrains qu'elles occupaient.